

Congrès de Versailles

Discours de Philippe Vigier, Président du groupe UDI à l'assemblée nationale



La France est fille de la liberté, lumière des peuples qui y ont aspiré de tous temps.

La France est le nom d'un idéal qui se nomme progrès pour le monde entier.

La France est le cœur du monde, la patrie de l'humanité toute entière.

A travers les hommes et femmes, fauchés vendredi soir par la barbarie aveugle, à travers ces victimes issues d'une France plurielle, une et indivisible, c'est donc l'humanité toute entière qui a été frappée.

Elles sont mortes parce que des barbares sont entrés en guerre contre ce que nous représentons : notre mode de vie, riche de rencontres, de culture et de lien social, nos différences qui sont pour nous des richesses, notre civilisation qui, depuis le siècle des Lumières, est le rempart du monde contre l'obscurantisme.

Le Groupe Union des Démocrates et Indépendants veut rendre hommage aux victimes qui sont tombées, aux blessés qui ont survécu à l'horreur ou qui se battent encore en cet instant pour survivre, à leurs proches, à celles et ceux qui vivent toujours dans l'angoisse de ne pas savoir s'ils retrouveront les êtres chers.

Nous voulons rendre hommage aux forces de l'ordre, à leur infini courage.

Nous voulons rendre hommage aux professionnels de santé, dont la mobilisation a été déterminante pour sauver des vies, et aux anonymes bienveillants qui, par leur actes de solidarité, ont eux aussi porté secours aux victimes.

Nous voulons également saluer l'action du Président de la République et du gouvernement.

L'Etat d'urgence et la fermeture des frontières sont des décisions graves, à la hauteur de la situation que nous vivons.

Le groupe UDI les soutient et s'associe naturellement à l'union nationale.

Nous serons à vos côtés, au service de l'intérêt supérieur de la Nation, pour apporter une réponse à la hauteur de la menace qui pèse sur la France.

Au service de l'intérêt supérieur de la Nation car l'union nationale ne consiste pas à donner un blanc-seing à une majorité, quelle qu'elle soit.

Prendre part à l'union nationale, c'est nous unir avec toutes celles et ceux qui ont fait profession de préserver les piliers de notre république.

Cette union nationale est précieuse. Elle est fragile.

Elle est fragile car les Français ont peur pour leur sécurité et attendent des réponses fortes.

Elle est précieuse parce qu'elle doit nous permettre de bâtir ensemble une France qui sortira plus forte de cette épreuve.

Il est de notre responsabilité collective de faire en sorte qu'elle repose sur des fondations solides, pas sur des postures d'un jour qui, le lendemain, n'auraient plus de sens pour personne.

Nous devons être exigeants pour l'avenir de la France.

Pour répondre à cette exigence, nous devons prendre conscience que nous sommes entrés dans un troisième conflit mondial contre le terrorisme lorsque des attentats ont frappé le World Trade Center le 11 septembre 2001.

Nous ne pouvons pas déclarer la guerre au terrorisme à chaque nouvel attentat.

Nous ne devons pas non plus faire porter à une majorité plutôt qu'à une autre la responsabilité de l'horreur qui vient de frapper Paris.

En réalité, la France était en guerre contre le terrorisme avant même les attentats du 7 janvier contre Charlie Hebdo et ceux de vendredi dernier.

Ayons l'honnêteté de reconnaître que toutes et tous ici, nous avons sans doute sous-estimé le danger que représentait la bête immonde du terrorisme, que nous ne l'avons pas suffisamment combattu jusqu'à présent.

Pour le combattre et l'éradiquer nous devons être capables d'apporter une réponse internationale, européenne et nationale à ce fléau.

L'ennemi du monde civilisé à un nom : le djihadisme. Al Qaida, hier. Daech, aujourd'hui.

L'exigence pour la communauté internationale est d'anéantir Daech à n'importe quel prix.

Nous pensons qu'une intervention au sol en Syrie ne peut plus être écartée d'un revers de main.

Refuser d'aller combattre ces monstres sur leur sol, c'est se résoudre à ce que cette guerre ne se livre que sur le nôtre.

Il faut associer les pays de la région, l'Arabie Saoudite, la Russie, l'Iran, le Liban, l'Egypte à la coalition internationale pour espérer conduire avec succès cette intervention, dont la légitimité serait renforcée par un mandat des Nations-Unies.

Une résolution en ce sens constitue selon nous une véritable urgence.

C'est à ces conditions que nous pourrions définir une solution politique concertée pour stabiliser la zone de manière durable.

La France doit infléchir sa diplomatie en renouant le dialogue avec la Russie, sans laquelle aucune issue ne pourra être trouvée au conflit syrien et qui, comme nous, vient d'être victime de la folie meurtrière de Daech.

Elle doit également s'interroger sur sa position à l'endroit du régime syrien. Il s'agit là d'une ardente nécessité.

Il appartient à la France, qui porte en étendard les valeurs des droits de l'Homme, de prendre des initiatives diplomatiques fortes, alors que de plus en plus de nos partenaires sont enclins à agir pour mettre fin aux atrocités commises par Daech.

Il est de notre devoir de mener, avec ceux qui placent la dignité humaine au-dessus de tout, une lutte implacable, féroce, éreintante, que seul un combat peut justifier : celui menée au nom de la civilisation contre la barbarie.

Nous refusons de parler de civilisation à propos d'une secte qui n'a que la haine pour religion, qui a fait main basse sur les ressources de la région, qui forme des mercenaires de la mort, drogués au captagon, et qui utilise contre nous des technologies qu'ils n'auraient jamais pu produire eux-mêmes.

Je parle ici à une tribune, devant une assemblée qui fait la grandeur de notre démocratie, en un lieu chargé d'histoire, dans lequel résonnent des mots qui n'auront jamais aucune signification pour ces monstres.

Notre ennemi n'est pas l'Islam modéré, dont nous avons besoin que la voix porte davantage.

Notre ennemi n'est pas le monde arabo-musulman, sans lequel le combat que nous menons perdrait tout sens.

Si nous ne menons pas cette guerre, cela veut dire que nous acceptons de vivre plusieurs décennies de terreur, que nous acceptons que nos enfants grandissent dans un pays qui ne s'est pas levé lorsque ces terroristes ont voulu nous soumettre à leurs lois folles.

L'Europe des pères fondateurs doit se lever, prendre ses responsabilités pour mener avec nous ce combat.

Il faut inventer une nouvelle politique migratoire et de sécurité européenne, créer enfin l'Europe de la défense et mettre en place une coopération plus étroite avec la Turquie et l'Afrique du nord pour contrôler efficacement les frontières extérieures de l'Europe.

Nous devons également mettre en place un registre européen des passagers pour tous les modes de transports, rétablir les contrôles aux frontières pour les vols aériens et une procédure systématique de co-instruction des enquêtes anti-terroristes par plusieurs Etats-membres, comme cela vient d'être fait entre la France et la Belgique concernant l'enquête en cours.

La République doit également prendre des décisions graves sur le sol national.

Nous devons répondre à la brutalité barbare par la force de l'Etat de droit.

Dans cette guerre, nos faiblesses feront la force de notre ennemi.

Aussi, nous devons prendre les mesures qui s'imposent pour assurer la sécurité des Français : déchéance de la nationalité pour ceux qui partent faire le djihad, pose de bracelets électroniques pour les individus à risque et fichés, expulsion des prêcheurs de la haine, fermeture des mosquées salafistes, armement des policiers municipaux, possibilité pour les policiers et gendarmes de porter leur arme en dehors du service, renforcement des moyens humains, matériels et financiers de la

police et de la gendarmerie pour démanteler systématiquement les réseaux de terroristes identifiés, lutte contre la radicalisation en milieu carcéral et sur Internet.

Nous devons également nous souvenir que lorsque la République est attaquée, la réponse ne peut être que plus de République.

Les Français sont courageux et solidaires, prêts à s'engager, à faire vivre l'union nationale.

Faire prospérer cet engagement citoyen est vital.

Il nous appartient de permettre à cette France qui entend résister à la tyrannie de le faire.

Alors que le déploiement d'effectifs militaires risque d'atteindre ses limites, il est grand temps de favoriser l'engagement réserviste, de permettre à l'armée de réserve d'agir, en levant les obstacles qui existent aujourd'hui !

Enfin, la France doit mobiliser la communauté internationale autour de vastes plans de progrès et de paix, car si les grandes mutations qui bouleversent aujourd'hui le monde ne sont pas accompagnées, elles risquent demain de produire des générations et des générations d'extrémistes.

Il est vital de favoriser les grands projets de développement pour permettre au progrès d'irriguer des territoires dans lesquels le fanatisme prospère sur la misère et sur l'absence d'accès à l'éducation et à la culture.

Tels sont les défis inédits auxquels la France, l'Europe et le monde sont confrontés.

Je veux conclure en empruntant les mots de Victor Hugo qui, depuis l'exil, écrit : « Sauver Paris, c'est plus que sauver la France, c'est sauver le monde. Paris est le centre même de l'humanité. Paris est la capitale de la civilisation [...] parce Paris est la ville de la révolution. Paris triomphera à une condition : que vous, moi, nous tous, nous ne soyons qu'une seule âme, un seul soldat pour la défendre, un seul citoyen pour l'aimer ».

Paris est aujourd'hui la capitale d'un monde qui refuse de plier face à la barbarie.

A nous d'être toutes et tous ses citoyens, ses soldats unis pour la défendre, pour l'aimer et faire vivre ses valeurs éternelles.